

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3752 - Dimanche 27 décembre 2015 - Prix : 10 DA

Après plusieurs reports

Réouverture aujourd'hui du procès de Sonatrach 1

Page 24

1 200 jeunes participent à la manifestation à Taghit

Lancement de «l'Algérie au cœur de son Sahara»

Page 4

Trêve sous le signe de la disparition d'Aït Ahmed

Par Mohamed Habili

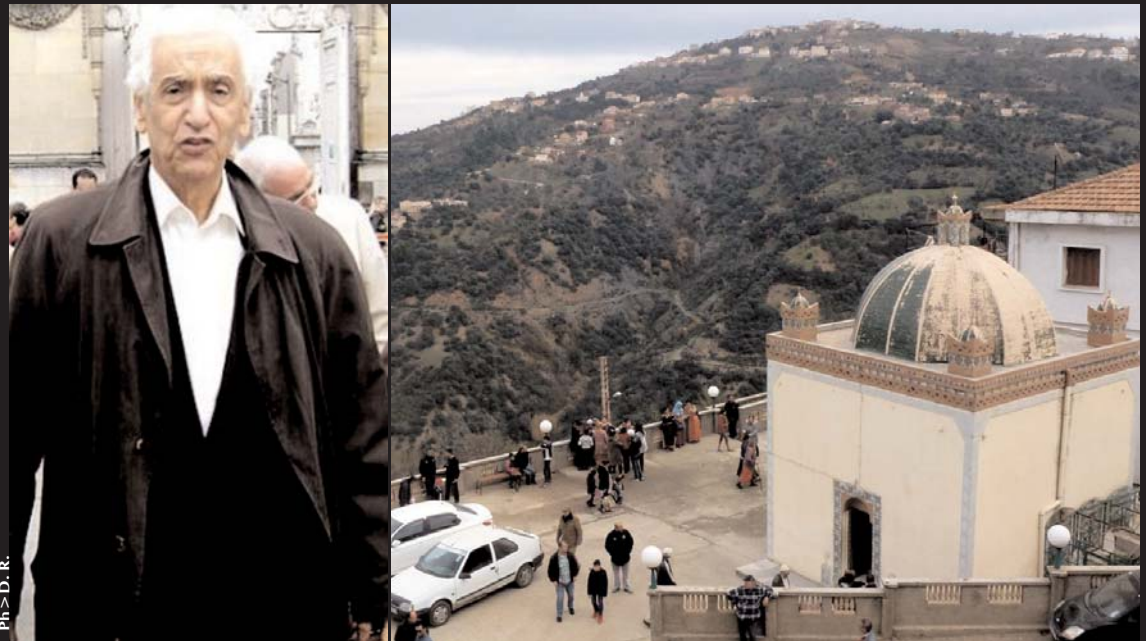
Chez nous, la trêve des confiseurs, ça n'existe pas. Non que beaucoup d'Algériens ne fêtent le réveillon, mais ils le font dans la discrétion et l'intimité, pour éviter d'être remarqués par leurs voisins. Réconciliation nationale oblige, il ne faut pas provoquer l'ire des islamistes, qui mine de rien continuent d'espionner leurs compatriotes, en attendant qu'un jour ils puissent instituer ce dont ils rêvent depuis toujours, mais ce que toutefois même au pire de leurs exactions ils n'ont pu imposer : une police des mœurs ayant pignon sur rue. Pourtant, cette fin d'année s'est bien traduite par une trêve, mais qui a ceci de particulier qu'elle est marquée par la tristesse de perdre un des artisans de l'indépendance nationale, un homme très respecté par les Algériens : Hocine Aït Ahmed. Les Algériens, avec chagrin, retenue et dignité, commencent pour l'heure dans sa disparition, dans l'intimité, parce que c'est là où se rendent les hommages le mieux ressentis, mais également dans la sphère publique, puisqu'un deuil national a été décrété par le chef de l'Etat, qui a eu pour l'occasion des paroles touchantes. Nul doute que le jour de ses obsèques, c'est tout le pays qui l'accompagnera à sa dernière demeure.

Suite en page 3

Pour des obsèques nationales et populaires

Vaste mobilisation pour les funérailles d'Aït Ahmed

- Le recueillement sur la dépouille se fera à l'entrée du village
- Rassemblement populaire en hommage à Aït Ahmed à Béjaïa



Ph > D. R.

Il faut attendre jeudi prochain pour accueillir la dépouille du défunt moudjahid Hocine Aït Ahmed. A cet effet, une vaste mobilisation est constatée pour consacrer au héros de la nation des funérailles nationales et populaires. Lire page 2

Banques

L'ouverture d'agences algériennes à l'étranger, processus «complexe»

Page 5

Exposition au centre culturel Mustapha-Kateb

Des jeunes artisans déclinent leurs talents

Page 13

Pour des obsèques nationales et populaires

Vaste mobilisation pour les funérailles d'Aït Ahmed

■ Il faut attendre jeudi prochain pour accueillir la dépouille du défunt moudjahid Hocine Aït Ahmed. A cet effet, une vaste mobilisation est constatée pour consacrer au héros de la nation des funérailles nationales et populaires.

Par Nacera Chennafi

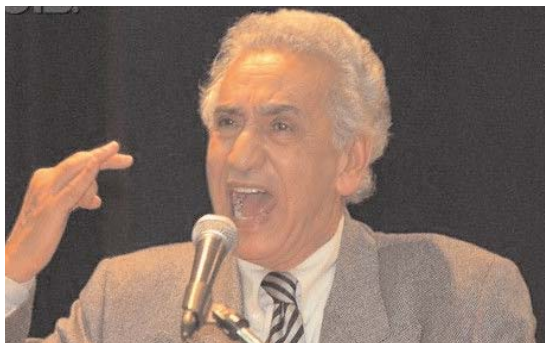
Jusqu'à hier, c'est le FFS qui semble prendre les choses en main en coopération avec la famille de Hocine Aït Ahmed concernant son enterrement. Le parti a annoncé une veillée qui sera organisée au niveau du siège national du parti le jour même du rapatriement de la dépouille du défunt et l'enterrement aura lieu vendredi dans son village natal Ath Ahmed sur les hauteurs de Ain El Hammam mais les autorités semblent jouer leur rôle dans la discrétion.

Jusqu'à là ça a l'air normal mais la grandeur de l'homme impose une implication de l'Etat dans ses obsèques même si c'est le FFS qui semble prendre en charge la question.

A ce propos, on apprend de sources locales que des travaux sont déjà engagés au niveau du village natal d'Ath Ahmed, pour permettre des funérailles dignes de l'homme. Car en cette triste occasion, il est attendu une grande foule qui sera composée des officiels, donc des hauts responsables de l'Etat, des leaders de partis politiques, des représentants de la société civile, les militants du FFS et surtout les simples citoyens qui veulent rendre un dernier hommage à Da El Hocine. Ainsi, il n'est pas écarté une grande mobilisation des services de sécurité et pourquoi pas donner un cachet officiel aux obsèques même si, selon ses

derniers vœux, il veut juste être inhumé par les siens. Des détails sur le moyen de transport de la dépouille ne sont toujours pas connus. Vendredi dernier, le premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS) Mohamed Nebbou a annoncé que la dépouille de Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi à Lausanne (Suisse), sera rapatriée jeudi prochain et enterrée le lendemain, vendredi, dans son village natal à Ain El Hammam (Tizi Ouzou). Il a ajouté que les funérailles seront «nationales et populaires», précisant qu'«avant le rapatriement du corps du défunt, une cérémonie de recueillement aura lieu mardi prochain à Lausanne pour permettre à ses amis en Suisse de lui rendre un dernier hommage».

Pour rappel, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait décrété jeudi un deuil national de 8 jours sur l'ensemble du territoire national, à compter du vendredi 25 décembre 2015, à la suite du décès du moudjahid Hocine Aït Ahmed, l'un des dirigeants historiques de la Révolution du 1^{er} novembre 1954. Ce genre de deuil est décrété généralement pour les chefs d'Etat. Mais rien n'est encore confirmé sur la participation du président Bouteflika aux funérailles du héros de la nation. Le chef du cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, avait assuré que les obsèques du moudjahid Hocine Aït Ahmed seront à la «hauteur de sa stature». Il a précisé



PH/D. R.

Mohammed VI : «Le décès d'Aït Ahmed est aussi une perte pour le Maroc»

Le roi du Maroc, Mohammed VI a adressé, vendredi soir, un message de condoléances et de compassion à la famille de Hocine Aït Ahmed, décédé mercredi dernier à Lausanne (Suisse), à l'âge de 89 ans. Il écrit dans son message qu'il a appris avec «affliction la triste nouvelle du décès de feu Aït Ahmed que Dieu l'ait en Sa sainte miséricorde, exprimant en cette douloureuse circonstance, à la famille du défunt et à travers elle, à l'ensemble de ses amis, ses vives condoléances et ses sincères sentiments de compassion». Pour le roi du Maroc, «le décès du grand militant et nationaliste feu Aït Ahmed est une perte, non seulement pour son honorable famille, mais également pour l'Algérie sœur qui vient de perdre un de ses leaders historiques ayant mené le combat de libération et milité tout au long de leur vie en faveur de la liberté et de la démocratie». Mohammed VI écrit également que «le décès de Hocine Aït Ahmed constitue aussi une perte pour le Maroc, auquel il est lié par des liens familiaux solides et des relations fortes de fraternité, d'estime et de solidarité, puisés dans sa profonde croyance en le destin commun des peuples algérien et marocain frères».

N. C.

Préparatifs des funérailles de Hocine Aït Ahmed

Le recueillement sur la dépouille se fera à l'entrée du village

La dépouille du défunt Hocine Aït Ahmed sera déposée au niveau du stade du lieu dit Tissirith N'Cheikh, à 1,5 km du cimetière du village Aït Ahmed, dès 7 h du matin vendredi prochain afin de permettre à des milliers de pèlerins attendus de jeter un dernier regard avant l'enterrement, avons-nous appris, hier, auprès du maire d'Aït Yahia, Benouamar Djilali. C'est le seul espace du village natal d'Aït Ahmed pouvant abriter le lieu de recueillement, selon notre interlocuteur qui a précisé que des travaux d'aménagement de cette aire de jeux sur une superficie de 1 000 m² sont en voie d'achèvement. Cet espace sera aménagé en cette circonstance en plus des tentes qui seront érigées sur place. Toutes les structures de l'éducation (écoles, collèges, lycées) des localités avoisinantes seront réquisitionnées pour servir de lieux d'hébergement aux visiteurs désirants être sur les lieux la veille des funérailles, a encore indiqué le maire d'Aït Yahia. L'accès aux véhicules sera interdit vers Aït Ahmed le jour de l'enterrement et les visiteurs sont appelés à laisser leurs véhicules au moins au niveau de quatre endroits aménagés en la circonstance et situés à l'entrée de la commune d'Aït Yahia. Il s'agit de Taqa depuis Souamaa, Aït Hicham depuis Ain El Hammam, le chef-lieu depuis Mekla et

Ain El Hammam. A partir de ces points de stationnement, des navettes de transport seront assurées jusqu'au village Aït Ahmed au moyen de bus qui seront mobilisés en nombre considérable, toujours selon les explications fournies par Benouamar Djilali. Un comité d'organisation a été mis sur pied pour l'orientation des visiteurs ainsi que la prise en charge de tous les autres aspects liés aux funérailles. Le Front des forces socialistes (FFS) a été invité par le maire à déléguer ses représentants dans le comité d'organisation.

Seul l'aspect sécuritaire sera du ressort des services de sécurité, a tenu à préciser le maire d'Aït Yahia qui a indiqué que «nous sommes en étroite collaboration avec les services de sécurité pour que le funérailles se déroulent dans les meilleures conditions et surtout à la hauteur du leader historique». Globalement, les préparatifs vont bon train, de l'avis de notre interlocuteur qui a souligné que le travail a été entamé jeudi, d'autant plus que l'enterrement avait été annoncé pour lundi.

Par ailleurs, les journalistes qui se sont rendus au village du chef révolutionnaire ont été invités par sa famille à découvrir ces tunnels qui lient la maison des Aït Ahmed aux maquis avoisinants, restés

fermés jusqu'à son décès jeudi dernier comme a souhaité le défunt. En effet, ces abris et tunnels ont été construits par le grand-père de Da Lhocine, Cheikh Mohand Oulhocine au 19^e siècle à l'intérieur de la vieille maison qui a vu naître le leader de la révolution algérienne.

Au dessus de ces abris et tunnels, un petit espace est réservé au bétail pour tromper l'ennemi. Sous cet espace un trou d'environ 50 centimètres carrés mène vers 3 tunnels. Deux des tunnels font plusieurs centaines de mètres avec une sortie au bout. Le troisième tunnel de quelques dix mètres mène vers la maison de Hocine Aït Ahmed construite il y a quelques décennies, à quelques pas de la vieille demeure de Cheikh Mohand Oulhocine.

Ces abris et tunnels ont été empruntés par les maquisards de l'insurrection de 1871 et Cheikh Mohand Oulhocine, considéré comme neutre durant ce soulèvement populaire contre le colonialisme, était en vérité du côté des résistants.

Ces abris et ces tunnels serviront également pendant la guerre de Libération nationale, toujours selon les témoignages de la famille et des habitants du village.

Les combattants du FLN/ALN ont eu recours à ces tunnels pour se cacher, se reposer ou pour fuir quand l'armée fran-



PH/D. R.

çaise effectuait des ratissages dans la région. Hocine Aït Ahmed les a lui aussi utilisés à l'époque de la rébellion du FFS après l'indépendance. Il s'était réfugié dans cet abri quand l'armée du président Ben Bella avait encerclé leur maison familiale. Il s'est servi d'un de ces tunnels pour fuir mais il sera arrêté près du village d'Aït Zella, dans la commune de Souama, à en croire les récits des habitants d'Aït Ahmed. Ce dernier a fait promettre à sa famille de ne jamais rouvrir ces abris tant qu'il était vivant, sans que l'on explique les raisons d'une telle promesse.

Hamid Messir



La Ligue des droits de l'homme sur le pouvoir d'achat

«L'année 2016 s'annonce difficile»

■ L'année 2016 s'annonce rude pour les bourses algériennes. La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) tire la sonnette d'alarme face à la détérioration du pouvoir d'achat des Algériens, en dénonçant une hausse des prix de plus de 15 % dans les derniers jours.

Par Louiza Ait Ramdane

«**N**ous sommes déjà confrontés à un problème de survie. Ce n'est certainement pas demain que la ménagère pourra remplir son panier sans que son porte-monnaie ne s'allège de ses quelques maigres sous», regrette la Ligue qui s'attend à une prochaine agitation du front social. «Le front social algérien sera davantage agité dans les mois à venir, au point de risquer la rupture», prévoit la Ligue dans un communiqué rendu public hier.

Selon la Ligue, les raisons de l'inflation reflètent les dysfonctionnements contenus dans la politique économique du gouvernement et surtout après l'adoption de la loi de finances 2016 et ses effets sur les conditions de vie du citoyen et particulièrement sur les couches les plus défavorisées. Tous les signaux et les indices convergent vers une détérioration du pouvoir d'achat, selon les rédacteurs du communiqué. Ce qui est alarmant, selon la Ligue des droits de l'homme, c'est qu'aucun groupe de produits n'a été épargné par cette «flambée» de l'indice des prix à l'importation. Les raisons de cette baisse du pouvoir d'achat, explique la LADDH, est celle qui concerne les produits alimentaires, et a été particulièrement importante pour plusieurs produits, notamment alimentaires». Face à cette situation, la LADDH attire l'attention de l'opinion publique que le constat en Algérie est l'absence d'une véritable concurrence, due en premier lieu, selon elle, au gel du «conseil national de la concurrence dépendant d'un simple ministre du Commerce alors qu'il devrait être une institution indépendante». Nous assistons à des tendances monopolistiques faisant que les circuits entre le producteur et le consommateur (les grossistes informels) ont tendance à se rallonger, la marge commerciale pouvant représenter 2 à 3 fois le prix de production (surtout dans le domaine agricole), ce qui ne peut que décourager le producteur immédiat et l'orienter



vers des activités spéculatives. Ainsi, la politique d'encadrement des prix s'avère, explique la Ligue, d'une efficacité limitée, sinon il faudrait des milliers de contrôleurs qui ne changeraient d'ailleurs pas le problème dans la mesure où le contrôle des prix repose sur le détaillant qui ne fait souvent que répercuter ces surcoûts de distribution. Dans ce contexte, la LADDH dénonce une hausse des prix de plus de 15 % dans les derniers jours, malgré l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) selon son rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux que les prix des principaux produits alimentaires importés par l'Algérie ont enregistré une baisse de 19 % sur le marché international. Cette situation est, selon la Ligue des droits de l'homme, entretenue par des lobbies de l'importation agroalimentaire, des hausses impestives (spéculatives à souhait) qui mettent à rude

épreuve le pouvoir d'achat des couches populaire et moyenne et augurent de lendemains plus qu'incertains. Les causes complexes de cette flambée des denrées alimentaires sont relatives, souligne la Ligue des droits de l'homme, à un défaut d'une politique économique gouvernementale à long terme et le dysfonctionnement en ce qui concerne l'inflation qui connaît des augmentations et des baisses vertigineuses. Elle est également le résultat de la spéculation des denrées alimentaires par le lobby, la présence d'une grande masse d'argent qui circule dans le circuit informel, la dévaluation du dinar, la faiblesse de la production nationale, le salaire de base des travailleurs n'est pas respecté, ainsi que la question des salaires n'a pas été traitée d'une manière étudiée et légale conformément aux taux de l'inflation annuel par rapport aux niveaux des prix des produits, notamment ceux de large consommation, souligne la Ligue.

Pour remédier à cette situation, la LADDH propose des solutions. Elle insiste d'abord sur des projets d'investissement dans les industries agroalimentaires pour réduire la facture des importations. La solution consiste également dans le relèvement d'un salaire minimum mieux adapté aux réalités locales ou dans la mise en place d'un «mécanisme durable et opérationnel pour maîtriser les prix de produits de large consommation». Un système fiscal transparent impartial, moderne et indépendant, l'organisation du commerce national et les marchés de gros ainsi que la répartition du travail selon les régions et les récoltes agricoles, l'éradication de l'informel et retourner à l'utilisation des chèques bancaires et des factures dans les transactions commerciales, la promotion de la production nationale et aller vers des subventionnements plus ciblés en faisant en sorte de ne pas aider les producteurs et les commerçants fictifs... sont d'autres solutions proposées par la Ligue afin de faire face à la crise.

L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Trêve sous le signe de la disparition d'Aït Ahmed

suite de la page Une et événement fait passer au second plan tout ce qui l'instant d'avant occupait le devant de la scène. Ainsi en est-il de la demande des 19-4 de voir le président, rien moins que pour juger de sa capacité physique et mentale à gouverner le pays. Son refus, qui pour être implicite n'en est pas moins évident, ne les aurait pas persuadés de laisser tomber une intrigue de la plus mauvaise facture, s'il n'y avait eu le décès de Aït Ahmed, qui concentre toute l'attention des Algériens, et accapare la une des journaux. Si les obsèques sont effectivement dans quelques jours, alors c'est comme si la vie politique était suspendue jusqu'à leur tenue. Ainsi en est-il aussi du feuilleton Louisa Hanoune, et des révélations faites par un journal sur ses biens réels ou non, et de ceux de sa famille. Le décès d'Aït Ahmed a reporté l'explication à plus tard entre elle et ses censeurs. Bien qu'il ne faille pas se prononcer d'aucune façon sur l'enrichissement allégué, d'autant que Louisa Hanoune a porté plainte pour diffamation, on ne peut tout de même pas ne pas voir que c'est elle qui a commencé par porter de graves accusations contre autrui, et sans se sentir obligée de les étayer par des faits. Ce qui lui arrive, on peut dire que d'une certaine façon elle ne l'a pas volé. Quelqu'un qui promet de lever son immunité parlementaire s'il est attaqué pour diffamation, mais qui au bout du compte n'en fait rien, prouve par là même qu'il n'a été en cela mu que par le désir de nuire à la réputation d'autrui. Qu'il n'a en réalité aucune preuve à fournir à l'appui de ses dires. Louisa Hanoune s'est mise dans la position de quelqu'un qui doit absolument prouver qu'il est objet d'une campagne de diffamation, autrement c'en est fini de sa carrière politique. Elle est pour le moment un peu dans la situation de l'arroseur arrosé. Le temps n'est plus où pour l'essentiel il n'existe qu'un seul type de journaux. Avec l'apparition et le développement de nouveaux journaux, arabophones notamment, comme *Ennahar* justement, les attaques aux personnes, justifiées ou non, ne sont plus la spécialité de la «presse démocratique». Il ne suffit plus d'être en odeur de sainteté avec celle-ci pour être sûr de ne jamais être traîné dans la boue. Moralité : le paysage médiatique est plus équilibré aujourd'hui. Si on est attaqué par les anciens journaux, on peut être défendu par les nouveaux, et inversement. Un contre-pouvoir est né au niveau du quatrième pouvoir.

M. H.

Hocine Cherfa

«Son enterrement dans son village natal est sa dernière volonté»

Tout Béjaïa est en deuil suite à la mort de Da l'Hocine Aït Ahmed, figure historique de la révolution et leader politique infatigable pour une Algérie démocratique et sociale depuis l'indépendance et même avant, par ailleurs. Hier, la fédération du FFS à Béjaïa a voulu lui rendre hommage en organisant un rassemblement populaire à la maison de la culture de Béjaïa. Une foule très nombreuse était présente. Elle est constituée de cadres, militants et sympathisants du parti, des représentants de partis politiques activant localement, des acteurs et animateurs du mouvement associatif, des étudiants, des citoyens anonymes tout simplement ont convergé vers ce lieu pour participer à cet hommage. Des personnes se sont jointes spontanément à ce rassemblement qui a été marqué par des interventions. Certains participants ont réaffirmé leur «attachement aux idées et valeurs qu'Aït Ahmed n'a jamais

cessé de porter, d'autres estiment qu'il faut que la jeunesse suive la voie tracée par cet homme». D'autres personnes estiment qu'Aït Ahmed va laisser un grand vide sur la scène politique locale en ces moments difficiles, et un militant a qualifié ce grand homme de père spirituel du parti, et pour un autre le défunt portait l'Algérie dans son cœur et c'est une grande perte pour les causes justes. La fédération de Béjaïa a annoncé hier que des bus en partance vers Aïn El-Hammam seront mis à la disposition des personnes qui voudraient assister à son enterrement. Dan une intervention devant la foule, le député du FFS Chaffaa Bouiche dira que l'organisation des funérailles d'Aït Ahmed dans son village natal Ath Ahmed dans la commune d'Aït Yahia (Aïn El Hammam) auront lieu dans son village, ce qui était la dernière volonté du défunt. Et concernant le report du rapatriement de sa dépouille à jeudi prochain elle a

été justifiée par M. Bouiche par la forte demande de multitudes de personnalités politiques, dont des militants des droits de l'homme, intellectuels, révolutionnaires, amis de combat, des socialistes, des penseurs, sa famille qui se trouvent dans plusieurs pays du monde notamment en Europe de rejoindre la Suisse pour jeter un dernier regard à sa dépouille. Il dira aussi : «nous voulons une inhumation populaire dans toute l'Algérie pas un enterrement policier». Pour sa part, le député Rachid Chabati appellera les supporters du MOBéjaïa à allumer des bougies dans toute la ville en hommage au regretté. M. Chabati dira en s'adressant à l'homme que fut Aït Ahmed : «vous êtes parmi les personnes sincères, qui disparaîtront des yeux mais qui resteront gravées dans les mémoires et les cœurs». D'autres ont réaffirmé leur «détermination et leur attachement à la voie qu'il a tracée, à son combat sans relâche et aux valeurs

qu'ils a farouchement défendues depuis son jeune âge». Pour rappel, dès l'annonce de la triste nouvelle, mercredi en fin d'après-midi, le ciel de Béjaïa s'est obscurci. La tristesse se lisait sur les visages des gens. Vieux ou jeunes, hommes et femmes étaient affectés par cette amère nouvelle qui est tombée tel un couperet. L'émotion de sa mort est toujours vive. Elle est à son comble. Les gens semblent très affectés par sa mort. C'est la première fois que la mort d'un homme suscite autant de charge et d'émotion. Certaines personnes très émotives, les larmes aux yeux, n'arrivaient pas à s'exprimer. Les habitants de la région évoquaient l'homme que fut Aït Ahmed, son combat au sein du mouvement nationaliste depuis les années 40. Et des gens s'appelaient au téléphone pour tenter de confirmer l'information qu'il ne voulait pas croire.

1 200 jeunes participent à la manifestation à Taghit

Lancement de «l'Algérie au cœur de son Sahara»

■ *Inscrits dans le cadre du programme d'activités de la jeunesse, quelque 1 200 jeunes issus des 48 wilayas du pays ont, hier à Taghit dans la wilaya de Béchar, pris part à la manifestation touristique et culturelle «l'Algérie au cœur de son Sahara».*

Par Thinhinene Khouchi

Le Sahara est depuis toujours au cœur de nombreuses questions économiques et politiques majeures et touristiques. En effet, le tourisme dans le Sahara figure parmi les grands pôles économiques que le gouvernement algérien tend à développer dans les prochaines années. Avec des potentialités touristiques naturelles extraordinaires entreposées à ciel ouvert dans un vaste désert formé de pierres, de gravures et peintures rupestres, témoins d'une richesse des temps et des peuples, l'Algérie peut se targuer de posséder un pôle touristique des plus importants au monde. Et malgré ce potentiel touristique, plusieurs Algériens, «jeunes surtout», ignorent sa beauté. Afin de le faire découvrir à cette catégorie, le ministère de la Jeunesse et des Sports avec la contribution de la direction locale du secteur, ont organisé une manifestation touristique et culturelle «l'Algérie au cœur de son Sahara». Quelque 1 200 jeunes issus des 48 wilayas du pays ont pris part à cette manifestation touristique et culturelle à Taghit, dans la wilaya de Béchar. Cet événement touristique qui vise à faire découvrir le Grand Sud à la jeunesse algérienne et permettre essentiellement le renforcement des liens entre les jeunes des différentes régions du pays, constitue également un espace d'échanges et d'animation entre cette catégorie de la population, a précisé Wahid Layachi, responsable local du service d'activités de jeunesse à la direction de la jeunesse et des sports (DJS). Les activités de cette manifestation qui entrent dans le cadre du développement et la promotion du tourisme de jeunesse prévoient des expositions sur les différentes réalisations du secteur de la jeunesse et des sports, sur l'artisanat traditionnel

local, des créations des jeunes dans tous les domaines, outre de rencontres et autres soirées artistiques qui seront animées au Centre du tourisme de jeunes à Taghit, 97 km au sud de Béchar. Des sorties touristiques et de découvertes des différents sites naturels et historiques de la wilaya de Béchar sont au programme de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 2 janvier 2016, ont indiqué les organisateurs. L'organisation de ce rendez-vous à Taghit constitue un moyen de développement du tourisme de jeunes qui représente un segment important du tourisme social et un moyen de faire connaître davantage aux jeunes les richesses et les réalités des régions sahariennes dont les potentialités touristiques sont immenses, ont souligné des responsables locaux et autres cadres du secteur de la jeunesse et des sports. Le réseau de



structures d'accueil réalisé ces cinq dernières années à travers la région de Taghit et la wilaya déléguée de Beni-Abbès, à 240

km au sud de Béchar, notamment des auberges et deux camps de jeunes d'une capacité globale de plus 1 500 lits, contri-

bueront à la concrétisation des objectifs de cette manifestation, a-t-on ajouté. T. K.

TAJ

Ghoul plaide pour le renforcement des valeurs de solidarité

Le président du parti Tadjamoue Amal El Djazair (Taj), Amar Ghoul, a plaidé, hier à Alger, pour le renforcement des valeurs de solidarité entre Algériens, «face aux dangers qui guettent le pays». Intervenant à l'ouverture de la réunion préparatoire à la rencontre nationale des cadres femmes de son parti, M. Ghoul a souligné «le renforcement des valeurs de solidarité entre Algériens est désormais plus que nécessaire, face aux

dangers qui guettent le pays», saluant à cette occasion le message du président de la République, à l'occasion du Mawlid Ennabaoui. Il a, d'autre part, souligné que «l'ensemble des pays frappés par "le printemps arabe" souffrait de déliquescence sociale». Le président du parti Taj a, en outre, salué le rôle de l'Armée de libération nationale (ANP) dans la préservation de la sécurité et de la stabilité, qu'il a qualifiées de

«précieux acquis». «La prochaine révision de la Constitution sera profonde et consensuelle, et tiendra compte de toutes les problématiques posées sur la scène nationale», a-t-il assuré. M. Ghoul a saisi l'occasion pour dénoncer le climat politique général «désormais marqué par l'invective», une situation qui, selon lui, «ne sert pas le pays». Ahlam N./APS

Amendements de la Constitution

Menasra appelle à la tenue d'une conférence d'entente nationale

Le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, a appelé, vendredi à Boumerdès, à la tenue d'une conférence d'entente nationale pour débattre, en toute liberté et transparence, des amendements de la nouvelle Constitution. Intervenant en marge du 3^e congrès du Forum de la jeunesse du changement à Zemmouri, M. Menasra a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette conférence

permettra l'élaboration d'une «Constitution consensuelle» à soumettre à «référendum». Après avoir rendu un hommage au défunt moudjahid Hocine Aït Ahmed, M. Menasra a rappelé, lors de son allocution d'ouverture, devant quelque 500 jeunes venus de différentes wilayas du pays et de l'étranger, que sa formation politique avait pris part aux consultations autour de la révision constitutionnelle et formu-

lé plusieurs propositions à cet effet, notamment l'élaboration d'une Constitution consensuelle. Le Front du changement avait également proposé un régime parlementaire dont le gouvernement serait désigné par la majorité parlementaire (le parti vainqueur aux élections) et la constitutionnalisation du principe de séparation des pouvoirs ainsi que les droits de l'opposition et sa protection. Younés C.

Pour une économie productive

Rebaine parle de nécessité d'ouvrir un «débat national»

Le président du parti «AHD 54», Ali Fawzi Rebaine, a appelé, hier à Alger, à l'ouverture d'un «débat national» permettant de trouver les voies et moyens pour l'édification d'une économie nationale productive hors des hydrocarbures. Intervenant à l'ouverture d'une rencontre nationale des cadres de son parti, M. Rebaine a estimé que la gestion de la crise économique engendrée par la chute des prix du pétrole, nécessitait l'implication de l'ensemble des forces vives de la nation dans un débat national permettant d'identifier les voies et moyens d'édifier une économie nationale productive.

Les propositions formulées par les divers intervenants au cours du débat seront, a-t-il recommandé, «soumises au peuple, seul habilité à choisir les plus efficaces par voie référendaire». Il a fait savoir que son parti «dispose de visions sur la gestion de cette crise, basées notamment sur la réorganisation du secteur de l'agriculture, comme locomotive de développement, et la relance des industries de transformation». Par ailleurs, M. Rebaine a proposé de doter le président des Assemblées populaires communales (P/APC) de plus de prérogatives leur permettant de mieux prendre en charge les problèmes

sociaux les plus récurrents comme le logement et le chômage. L'élargissement des prérogatives doit permettre également, selon lui, la contribution des P/APC dans le choix des projets réalisés pour le développement local de leurs communes. Y. H. Pour optimiser la production La laiterie Numidia investit près de 500 millions de DA Un programme d'investissement de près de 500 millions de dinars vient d'être mobilisé par la laiterie publique Numidia de Constantine pour optimiser la production, a-t-on appris hier des responsables de cette unité économique. Consenté dans le cadre

des efforts déployés par l'Etat visant à «préserver cette unité industrielle qui frôlait la faillite», le programme d'investissement permettra de rénover les équipements de la chaîne de production dans l'optique de «reconquérir des parts de marché dans plusieurs dérivés du lait, dont la production avait été abandonnée en raison de difficultés financières, comme les yaourts et les fromages», a indiqué à l'APS la même source. La laiterie Numidia sera ainsi dotée d'équipements «ultramodernes» pour la production, l'emballage, la pasteurisation et l'homogénéisation des matières lactières, ont précisé les

responsables de cette unité, avant de faire part de «l'impact de cet investissement sur le développement de l'industrie laitière locale». Avec le lancement effectif, début 2016, du plan de développement de cette unité industrielle, la production laitière atteindra les 250 000 litres de lait/jour, a ajouté la même source, précisant que ce volume de production sera «en mesure de répondre aux besoins du marché». La laiterie Numidia accusait un déficit financier qui avait compromis l'avenir professionnel de plus de 200 travailleurs, a-t-on relevé de même source. Hani G.

Banques

L'ouverture d'agences algériennes à l'étranger, processus «complexe»

■ A une question écrite d'un député sur la possibilité d'ouvrir des agences de banques algériennes à l'étranger pour offrir à la communauté nationale établie à l'étranger l'opportunité d'épargner, d'investir et de contribuer au développement de l'économie nationale, le ministre a estimé que cette question exigeait «la finalisation du processus de réformes bancaires en cours».

Par Salem K.

Le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, a affirmé que le processus d'ouverture d'agences de banques publiques algériennes à l'étranger était complexe, notamment au regard de la situation actuelle du secteur bancaire national. A une question écrite d'un député sur la possibilité d'ouvrir des agences de banques algériennes à l'étranger pour offrir à la communauté nationale établie à l'étranger l'opportunité d'épargner, d'investir et de contribuer au développement de l'économie nationale, le ministre a estimé que cette question exigeait «la finalisation du processus de réformes bancaires en cours». La finalisation de ce processus est «une condition sine qua non» pour permettre aux banques publiques de se conformer aux normes internationales et d'être «plus aptes» à s'implanter à l'étranger et à investir avec succès, a souligné M. Benkhalfa. Le processus d'ouverture sur



Ph.D.R.

l'étranger exige des banques «de veiller à la maîtrise des outils de gestion et de financement modernes», a-t-il précisé, les qualifiant de condition «préalable et essentielle» pour mener à bien le processus d'extension de ces

activités à l'étranger «qui ne peut se réaliser sans l'acquisition des qualifications» exigées au niveau international.

Outre les moyens et les dispositions techniques, le ministre a mis en avant les capacités

financières des banques, précisant que la politique d'extension requerrait «des capitaux importants» pour favoriser l'adaptation des établissements financiers pour être au diapason des changements dictés par de

«nouvelles données». L'ouverture doit s'inscrire, selon le ministre, dans le cadre «d'une stratégie globale du secteur bancaire public», d'une part, et «d'une stratégie spécifique définie par chaque banque, en fonction de ses spécificités et priorités», d'autre part. En contrepartie, le ministre des Finances a reconnu que l'ouverture vers l'étranger renfermait plusieurs avantages, dont la promotion des offres des banques publiques, destinées à la communauté nationale établie à l'étranger, notamment les crédits immobiliers entre autres produits adaptés aux besoins de cette catégorie. L'opération permettra aussi d'accompagner les sociétés algériennes publiques et les producteurs dans le processus d'extension, de présenter et de commercialiser leurs produits sur les marchés internationaux, ce qui contribuera «à insuffler une nouvelle dynamique à l'économie nationale et à améliorer la balance de paiements».

Ali O./APS

Pétrole

Nouvelles prévisions de la production Opep à l'horizon 2020

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a révisé à la hausse sa prévision de production à l'horizon 2020, qui resterait toutefois inférieure à la production actuelle de ses membres, selon une étude de l'organisation. L'Opep estime qu'elle aura besoin de pomper 30,7 millions de barils par jour (mbj) en 2020, une prévision revue à la hausse de 1,7 mbj comparée à celle d'il y a un an, indique l'étude annuelle de l'organisation sur les perspectives du secteur du pétrole et de l'énergie à l'horizon 2040. Mais ce niveau de production reste toutefois inférieur à la quantité de brut actuellement produite par ses membres qui se situe, d'après plusieurs études, autour de 32 millions de barils par jour. Le plafond de production fixé par l'organisation est actuellement de 30 mbj. Ce

quota a été reconduit lors de la réunion de l'Opep, début décembre à Vienne, malgré la surabondance de l'offre et la chute des cours du brut, qui ont perdu plus de 60% de leur valeur depuis la mi-2014, à moins de 40 dollars le baril. Dans son étude, l'organisation estime aussi que sa part de marché passera de 33% actuellement à 37% en 2040, son niveau de production s'établissant à cet horizon à 40,7 mbj.

L'Opep table sur un rebond du baril à 70 dollars en 2020

Côté prix, l'étude de l'Opep table sur un rebond du baril à 70 dollars en 2020 (en prix constant 2014) et 95 dollars en 2040, soit en prix courants, 80 dollars en 2020 et 160 dol-

lars en 2040. L'Opep précise, s'agissant des prix, qu'il ne s'agit pas de «prévisions» mais «d'hypothèses de travail». Par ailleurs, l'Opep estime que la production de pétrole de schiste va continuer à augmenter jusqu'à 2025 avant d'atteindre un plateau à environ 5,6 mbj autour de l'année de 2025, pour ne décroître que «vers la fin» de la décennie 2030. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de hausse globale de la demande de pétrole (Opep et non Opep) atteignant 97,4 mbj en 2020, contre 91,3 mbj en 2014, soit une hausse plus importante que ce qu'avait prévu le cartel dans son étude de l'an dernier (96,9 mbj en 2020). Alors que la demande baissera dans les pays de l'OCDE, elle augmentera dans les pays en voie de développement.

Souad L./APS

Pour réduire sa dépendance au pétrole

L'Arabie saoudite veut diversifier son économie

Le roi d'Arabie saoudite, Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud, a annoncé qu'il avait ordonné aux autorités du royaume de lancer des réformes économiques pour diversifier les sources de revenus et réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole après la chute des cours du brut. Dans un discours adressé au Majlis al-Choura, le souverain a expliqué que les réformes devraient être basées sur une plus grande efficacité dans les dépenses publiques, une meilleure utilisation des ressources économiques et une amélioration du rendement des

placements de l'Etat. «J'ai donné des directives au Conseil des affaires économiques et du développement pour qu'il adopte à cette fin les plans, les politiques et les programmes nécessaires», a-t-il dit. Le roi a annoncé que l'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de pétrole, avait réalisé au cours des dernières années plusieurs méga-projets d'infrastructure et accumulé des réserves financières lorsque les prix du brut étaient élevés. Le volume des excédents budgétaires a permis au royaume de contenir l'impact de la chute de ses recettes pétrolières, a ajouté

le souverain, affirmant que les projets de développement n'avaient pas été affectés par cette chute. Les cours du brut, dont le royaume tire plus de 90% de ses revenus publics, ont baissé de plus de 60% depuis la mi-2014 et sont tombés à 36 dollars le baril, un plus bas depuis 11 ans. En conséquence, le royaume saoudien devrait enregistrer cette année un déficit budgétaire record, estimé par le Fonds monétaire international (FMI) à quelque 130 milliards de dollars. Le royaume, qui produit quelque 10,4 millions de barils par jour (mbj) de brut, a puisé dans ses

réserves en devises et émis des bonds du trésor pour financer son déficit. Fin octobre, ces réserves ont fondu à 644 milliards de dollars contre 732 milliards de dollars fin 2014. Le ministère saoudien des Finances avait émis sur le marché local des bons du trésor pour 20 milliards de dollars. En 2014, l'Arabie saoudite avait accusé un déficit budgétaire de 17,5 milliards de dollars, le 2^e depuis 2002. Le FMI avait recommandé à l'Arabie saoudite et aux autres monarchies pétrolières du Golfe de réduire les dépenses, de réduire les subventions et de diversifier leurs économies. R.E.

Zones d'activités commerciales de Zerizer et Matroha Les travaux d'aménagements livrés au 3^e trimestre 2016

LES TRAVAUX d'aménagement des zones d'activités commerciales (ZAC) de Zerizer et de Matroha (El Tarf) seront livrés «avant la fin du 3^e trimestre 2016», a affirmé, hier, le directeur de l'énergie, Fethallah Athmani, chargé de la gestion de ce projet. Les travaux d'aménagement, lancés dans la seconde moitié de l'année 2014, affichent aujourd'hui des taux d'avancement «encourageants» à 60% et 50%, a ajouté ce responsable. M. Athmani a précisé que l'aménagement de la ZAC de Zerizer où des investisseurs s'attendent à concrétiser des projets liés notamment à l'agroalimentaire, a nécessité un investissement public de 240 millions de dinars, tandis que celle de Matroha a mobilisé 700 millions de dinars. Cette deuxième zone est destinée à accueillir des projets industriels, a-t-il ajouté. Les projets prévus dans ces deux espaces, créés pour booster les investissements productifs, généreront près de 1 300 emplois, a-t-on encore fait savoir de même source. R. S.

Boumerdès

Près de 1,5 milliard DA pour l'aménagement d'une dizaine de zones industrielles

■ Une enveloppe globale de près de 1,5 milliard de dinars a été affectée à l'aménagement et à la réhabilitation de 10 zones d'activités industrielles dans la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris de la directrice de l'Industrie et des Mines.

Par Salim L./APS

Un montant de près d'un milliard DA de cette enveloppe a été destiné à l'aménagement de six zones d'activités, au titre du plan quinquennal 2010-2014, a indiqué Amrous Safia. Il s'agit, entre autres, de la zone d'activités de Naciria, actuellement en phase d'achèvement, alors que le taux d'avancement de celle de Khemis El Khechna est de plus de 80%. Les travaux d'aménagement de celle d'Ouled Moussa seront incessamment lancés, a-t-elle ajouté, signalant le lancement des travaux d'aménagement d'une quatrième zone d'activités à Baghliia, alors que celles de Thenia et de Bordj Menaiel sont

en cours d'études, a-t-elle précisé. Un autre montant de près de 500 millions DA, alloué au titre du programme complémentaire 2014, a été affecté au réaménagement des zones d'activités de Kherrouba, Chaabat El Aneur, Issers et Boudouaou.

En outre, la réhabilitation de trois autres zones à Tidjelabine, Dellys et Beni Amrane a été proposée à l'inscription au titre du programme de développement 2015.

Une zone d'activités extra-portuaire, dédiée aux métiers de la pêche et de l'aquaculture sur une surface de 20 ha, a été, également, inscrite à la réalisation au titre du même programme. Elle a été lancée en réalisation, dernièrement, dans la localité côtière de



Zemmouri. Parallèlement, l'aménagement d'une importante zone industrielle de 137 ha est en phase de parachèvement dans la région de Larbaâta, au titre du Programme national portant création de 39 zones d'activités industrielles à travers le pays, a-t-elle précisé. La responsable a fait part de l'agrément, récemment, au

niveau de la wilaya, de près de 500 projets d'investissement, dont 270 prévus dans la zone d'activités de Larbaâta, alors que 140 autres seront implantés hors zones d'activités et 170 au niveau des zones d'expansion touristique (ZET).

S. L./APS

Blida

1 900 nouvelles places pédagogiques pour la formation professionnelle

Le secteur de la formation professionnelle et d'apprentissage à Blida sera renforcé, dès l'année 2016, avec 1 900 nouvelles places pédagogiques, en sus de 320 lits, a-t-on appris du responsable local du secteur. Selon Bekkouche Abdelkader, ce renforcement sera possible grâce à la réception attendue de deux instituts de formation, actuellement en cours de concrétisation, le premier d'une capacité de 1 000 places pédagogiques et 300 lits à Bouguera (à l'est

de Blida), et le second d'une capacité de 300 places et 120 lits à Boufarik. Le reste des places sera assuré par deux CFPA en cours de réalisation, respectivement à Bouarfa (300 places et 120 lits) et Ben Khellil (300 places). Ces projets, englobant également un internat de 60 lits à Meftah, ont été affectés d'une enveloppe de réalisation globale de 1 234 000 000 DA. Le même responsable a fait part du gel, par le gouvernement, du projet de l'Institut de formation en tourisme,

prévu à Soumaâ, ainsi que de l'étude d'extension du CFPA de Soumaâ avec 100 places pédagogiques. Actuellement, le secteur de la formation à Blida compte 21 établissements publics, englobant un Institut de formation professionnelle, quatre instituts spécialisés, 11 CEFFA et cinq annexes professionnelles, d'une capacité d'accueil globale de 9 350 places pédagogiques, 1 500 lits et 2 400 places en demi-pensionnat.

Hani A.

Caravane des TIC et des micro-entreprises

Plus de 600 projets proposés au titre du plan quinquennal 2015-2019

Plus de 600 projets de développement pour une enveloppe de 148 milliards de DA ont été proposés par les autorités de la wilaya d'Ain Témouchent au titre du plan quinquennal 2015-2019, a-t-on appris de la directrice locale de la programmation et du suivi budgétaire. Ces projets concernent notamment les secteurs de l'énergie, de l'hydraulique, de l'environnement, des travaux publics, de l'enseignement et de la formation, et de l'environnement, a précisé Nacéra Hamzaoui. Elle a rappelé

que durant cette année trois projets de développement ont été inscrits au profit de la wilaya sur les 93 opérations approuvées. Ces opérations concernent les secteurs de l'enseignement supérieur (deux) et celui des ressources hydriques. Selon la même source, une enveloppe de plus de 2,45 milliards DA a été allouée, depuis le début de l'année en cours, à la wilaya. Cette dotation a été destinée notamment à l'achèvement de projets en cours de réalisation. Sur cette enveloppe, un montant

de 1,5 milliard DA a été consacré, au titre des PCD, aux projets de développement des 28 communes de la wilaya, donnant la priorité aux secteurs touchant les conditions de vie des citoyens, tels l'eau, l'assainissement, la santé ou l'aménagement urbain. Toujours au titre de cette enveloppe financière, une tranche de 300 millions DA a été dégagée pour la réhabilitation et l'aménagement des petits barrages et retenues collinaires de la wilaya, en prévision de la saison des pluies, outre l'achèvement

d'autres projets de développement sectoriel, à l'instar des structures pédagogiques et d'hébergement du centre universitaires «Belhadj-Bouchaib» d'Ain Témouchent. La wilaya d'Ain Témouchent a bénéficié, entre 1999 et 2015, d'une enveloppe financière globale de plus de 169 milliards DA pour le financement de 5 928 projets, dont 678 sont en cours d'exécution. Il s'agit de 491 opérations inscrites dans le cadre des PSD et 187 en PCD.

N.O./Agences

Souk Ahras

Amélioration sensible de la distribution d'eau potable

L'alimentation quotidienne en eau potable a enregistré, ces dernières années, une amélioration «sensible» dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris auprès de la direction des ressources en eau (DRE). La dotation est en effet passée de 90 litres par jour et par habitant en 2009 à 130 litres/jour/habitant à l'heure actuelle, a précisé la même source, soulignant que cet évolution est «le fruit de la concrétisation de plusieurs projets inscrits pour un montant de 2,5 milliards de dinars».

Les actions entreprises ont notamment porté sur la réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable où de nombreuses déperditions étaient enregistrées, atteignant parfois 60% de la ressource distribuée, en particulier au chef-lieu de la wilaya, a-t-on expliqué. La wilaya de Souk Ahras est actuellement alimentée depuis le barrage d'Ain Dalia qui assure également l'approvisionnement en eau potable d'une partie des wilayas voisines de Tébessa et d'Oum El Bouaghi, a-t-on

encore fait savoir. Deux ouvrages hydrauliques sont en cours de réalisation dans cette wilaya. Il s'agit, en l'occurrence, du barrage d'Oued Mellègue, d'une capacité de 150 millions de m³, destiné à alimenter le complexe de transformation de phosphate d'Oued el Keberit et plusieurs communes, et celui d'Oued Djedra (35 millions de m³) destiné à améliorer l'AEP dans les communes de Mechroha, Oued Idriss et Souk Ahras.

R.R.

Oran Quelque 1 430 familles relogées dans la localité d'El Menzeh

QUELQUE 1 430 familles, résidant dans des habitations vétustes et menaçant ruine des quartiers populaires d'El Hamri et Ghoualem (Medioni) d'Oran, ont été relogées dans des logements sociaux locatifs neufs dans la localité d'El Menzeh (ex-Canastel). L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions à la faveur des moyens matériels et humains mobilisés par les autorités locales. Les familles relogées, détentrices de décisions de pré-affectations datant de 2011 et 2012, ont fait part de leur satisfaction d'occuper désormais des logements décentes dans une cité disposant de toutes les commodités et équipements publics. Cette opération de relogement permettra de récupérer des assiettes foncières jugées importantes devant servir à la réalisation de différents projets d'intérêt public. Il s'agit de la septième opération d'un programme de relogement qui a débuté le 4 novembre 2015. Jusqu'à ce jour, quelque 3 674 logements sociaux ont été distribués, rappelle-t-on de source proche des services de la wilaya d'Oran.

D.H.

Pénétrante Jijel-El Eulma Le wali de Jijel exige l'achèvement «en urgence» du transfert des réseaux

LE TRANSFERT des différents réseaux situés sur l'emprise de la pénétrante autoroutière Jijel-El Eulma (Sétif) doit être parachevé «en urgence», a exigé, mercredi, le wali de Jijel, Larbi Merzoug, au cours d'une réunion consacrée à ce projet, ont indiqué les services de la wilaya. Un rapport présenté par le directeur de wilaya des Travaux publics fait état de la «subsistance de quelques contraintes» liées, notamment, au fait que certaines habitations dont les propriétaires ont été indemnisés (au nombre de 193) attendent d'être démolies. Pour ce responsable, les problèmes relatifs au transfert des lignes électriques, des conduites de gaz naturel et d'eau, ont été «pratiquement tous réglés». La pénétrante autoroutière, dont le coup d'envoi a été donné en août 2013 par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, lors d'une visite de travail et d'inspection dans la région, traverse sur 110 km les wilayas de Jijel, Mila et Sétif, pour aboutir à l'autoroute Est-Ouest à hauteur de la ville d'El Eulma, rappelle-t-on. Le chef de l'exécutif local a rappelé l'importance de cet axe qui désenclavera un important hinterland. Ce projet a été confié à un groupement d'entreprises algéro-italien.

A.O.



Selon le ministère tunisien de l'Intérieur

Daech compte entre 4 000 et 5 000 membres en Libye

■ Lors d'une rencontre à Tunis sur les conséquences de la prolifération des organisations terroristes en Afrique du Nord et dans le sud de la Méditerranée, le même responsable a révélé que «des informations parvenues aux services sécuritaires font état de l'arrivée, au cours de la dernière période, d'un grand nombre de terroristes étrangers en Libye, des Nord-Africains pour la plupart».

Ph: DR



Par Mondji T.

L'Organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI, Daech) compte entre 4 000 et 5 000 éléments en Libye, a déclaré, vendredi, le chargé de l'information au ministère tunisien l'Intérieur, Walid Louguini, cité par l'agence de presse TAP. Lors d'une rencontre à Tunis sur les conséquences de la prolifération des organisations terroristes en Afrique du Nord et dans le sud de la Méditerranée, le même responsable a révélé

que des informations parvenues aux services sécuritaires, font état de l'arrivée, au cours de la dernière période, d'un grand nombre de terroristes étrangers en Libye, des Nord-Africains pour la plupart. Le responsable a mis en garde contre «la gravité des défis à venir pour l'Afrique du Nord, face à la situation en Irak et en Syrie où Daech a perdu du terrain». «L'adhésion de terroristes étrangers expérimentés à Daech en Libye, constitue un soutien de taille pour l'organisation terroriste qui lui permettra de s'étendre sur de nouvelles

régions», a-t-il averti. Et d'ajouter que la Libye «est devenue le refuge de plusieurs groupes terroristes qui planifient des attentats dans les pays du voisinage et autres par des éléments bien entraînés et encore non connus les services de sécurité».

Le nombre croissant des combattants étrangers en Libye pourrait avoir des incidences négatives sur la région surtout en cas d'éventuels développements militaires sur le terrain, ce qui poussera ces éléments à rentrer chez eux, a-t-il relevé.

Pour ce faire, le ministère tuni-

sien de l'Intérieur a pris plusieurs mesures de précaution, en suivant les traces des Tunisiens qui se sont absentés de leur lieu de résidence. Il s'agit également d'établir la liste des Tunisiens qui ont rejoint les foyers de tension et de la mettre à jour en permanence, outre le renforcement du contrôle au niveau des points de passage frontaliers.

Selon des organisations étrangères, en 2015, près de 27 000 combattants étrangers ont été actifs aux côtés des terroristes dans les foyers de tensions, contre 12 000 seulement en 2014.

Quelque 1 600 Tunisiens combattent en Syrie aux côtés des groupes terroristes

Quelque 1 600 Tunisiens se trouvent à présent en Syrie parmi les groupes terroristes tandis que 600 autres sont retournés en Tunisie et 800 ont été tués alors qu'ils combattaient aux côtés des terroristes, a rapporté, vendredi l'agence de presse TAP.

En marge d'une rencontre vendredi à Tunis, le chargé des relations avec les médias au ministère tunisien de l'Intérieur a assuré que «le département coordonne avec l'appareil judiciaire au sujet des Tunisiens qui sont retournés des foyers de tension et ceux impliqués dans des actes terroristes». En ce qui concerne les éléments relâchés par la justice, le responsable a précisé que «le ministère de l'Intérieur a décidé des mesures administratives à leur rencontre portant sur leur contrôle et leur placement en résidence surveillée».

M. T./APS

Entérinant l'accord politique libyen

L'Algérie se félicite de la résolution 2259 du Conseil de sécurité

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a affirmé vendredi que l'Algérie se félicite de l'adoption, le 23 décembre 2015, de la résolution 2259 sur la Libye.

Par cette résolution, le Conseil de sécurité de l'ONU a entériné, à l'unanimité de ses membres, l'accord signé le 17 décembre 2015 sous l'égide des Nations unies et la mise en place de nouvelles institutions chargées de gérer la période transitoire dans ce pays. «L'Algérie se félicite que ce texte reprenne les fondamentaux de la solution poli-

tique qu'elle a toujours défendue, notamment en ce qui concerne le respect des principes de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale», a indiqué M. Messahel dans une déclaration à l'APS. A une question relative au soutien de la communauté internationale et celui de l'Algérie à ces nouvelles institutions, M. Messahel considère qu'«en tout premier lieu, il est impératif que les frères libyens s'approprient la solution politique en ce qu'elle permet au peuple de ce pays frère et voisin de s'unir autour des nouvelles institutions, reconnues par les

Nations unies et la communauté internationale comme seules et légitimes autorités de la transition, et transcender leurs divergences pour placer l'intérêt de leur nation au dessus de toute considération». Aux termes de cette résolution, relève le ministre, la communauté internationale «est appelée, dans le strict respect de la souveraineté de la Libye, à soutenir et à appuyer les nouvelles autorités pour faire face aux multiples défis politiques, économiques et sécuritaires et de lutte contre le terrorisme pour mettre fin aux souffrances indicibles auxquelles est confronté le peuple frère de la

Libye». «En cette étape cruciale qui constitue un pas important dans l'aboutissement du processus de règlement durable et définitif de la crise en Libye, l'Algérie, se basant sur l'histoire et le destin communs qui unissent les peuples des deux pays, n'épargnera, pour sa part, aucun effort pour apporter son soutien aux nouvelles autorités comme elle l'a fait par le passé avec les gouvernements précédents de la transition pour que la Libye se projette résolument dans la paix, la stabilité et la réconciliation nationale», conclut M. Messahel.

Yanis G.

Salé (Maroc) Une famille condamnée à 70 ans de prison pour tentative de meurtre

SEPT MEMBRES d'une même famille ont agressé un jeune dans un marché à Salé. Le tribunal de première instance de Rabat les a condamnés à dix ans de prison ferme chacun.

Le tribunal de première instance de Rabat a condamné une famille à soixante-dix ans de prison ferme pour tentative de meurtre sur un jeune à Salé. Dans cette affaire, ce sont sept personnes de la même famille qui y sont impliquées.

Les rapports médicaux ont affirmé que la victime avait subi, suite à son agression, un handicap permanent. Les sept agresseurs ont été condamnés à dix ans de prison chacun en plus d'une amende de 200 000 dirhams pour dédommagement. C'est ce que rapporte le quotidien *Al Akhbar*, dans son édition de ce week-end (26 et 27 décembre).

D'après le journal, l'enquête préliminaire relative à cette affaire a révélé qu'un père de famille, âgé de plus de 60 ans, avec l'aide de cinq de ses fils, ainsi qu'un proche, ont participé à cette agression. Relevé du pénal, cet acte de violence a été perpétré sur ce jeune dans un marché à Salé.

L'avocat de la défense a affirmé lors d'une séance que le différend était né d'une simple dispute entre le père et le jeune sans l'intention de tuer. Il a également ajouté que le handicap de la victime n'était pas dû à la dispute, mais d'une agression datant de 2006, en présentant une expertise qui confirme ce propos.

Selon *Al Akhbar*, la défense de la victime avait même soutenu que le certificat médical attestant du handicap permanent de la victime suite à l'agression n'est pas recevable, car il fait état d'une situation antérieure.

L'avocat a demandé au tribunal de mener une expertise supplémentaire sur la victime afin d'innocenter les sept accusés de la tentative de meurtre. Il a aussi demandé au juge de tenir compte de la maladie du père qui a participé à l'agression.

Mais, relève la publication arabophone, la première expertise faite sur le corps de la victime a par ailleurs révélé que l'agressé avait subi une violence de la part de plusieurs personnes utilisant des armes blanches. Ce qui confirme la thèse de la tentative de meurtre.

Mouna Qacimi



Irak

Affrontements à Ramadi entre les forces irakiennes et les jihadistes

■ De violents affrontements ont opposé hier les forces irakiennes à des jihadistes de l'Etat islamique (EI) autour de l'ancien siège du gouvernement provincial de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province majoritairement sunnite d'Al-Anbar, selon des officiers et des responsables locaux.

Par Ali O.

Après une offensive majeure qui avait permis aux militaires irakiens d'entrer dans la ville mardi, faisant espérer une reconquête rapide de cette place forte perdue en mai, leur avancée a été ralentie par les engins explosifs, les snipers et les attaques suicide jihadistes.

Les troupes irakiennes butent à un carrefour stratégique dans le quartier de Hoz proche de l'ancien siège gouvernemental, dont le contrôle est capital pour la reprise totale de Ramadi, encore partiellement contrôlée par les jihadistes.

«Les combats font actuellement rage entre les membres de Daech (acronyme arabe de l'EI) et les forces irakiennes», a affir-

mé Ahmed al-Doulaimi, un capitaine de police. Deux membres des forces de sécurité irakiennes ont été tués et neuf blessés au cours des affrontements des dernières heures, a-t-il indiqué.

Au moins trois autres sont morts vendredi, selon un haut officier et des responsables locaux.

Parmi les jihadistes, au moins 23 ont été tués pour la seule journée de vendredi, ont ajouté ces sources.

Le nombre de combattants de l'EI restant à Ramadi est estimé à moins de 400 personnes.

«La 8^e division de l'armée et les forces d'élite du contre terrorisme (CTS) avancent», a affirmé le colonel Steve Warren, porte-parole de la coalition internationale menée par Washington qui fournit un appui aérien aux



PH. > D. R.

forces irakiennes. «Les CTS ont encore progressé de quelque centaines de mètres du siège du gouvernement», a-t-il dit.

Outre les voitures piégées, les forces fédérales sont également ralenties par la présence de civils pris au piège dans leurs maisons et des informations circulent sur

l'utilisation par l'EI de ces habitants comme boucliers humains.

Après la conquête de l'EI de vastes régions d'Irak en 2014, les forces gouvernementales ont défendu Ramadi pendant des mois. Mais la ville, qui constitue un point stratégique du «califat» autoproclamé du groupe extrémiste, est finalement tombée aux

mains des jihadistes en mai 2015.

Cette défaite est considérée comme la plus importante dans la guerre que mène Bagdad à l'EI et la reconquête de Ramadi redorerait le blason des forces fédérales, très critiquées. **A. O.**



Points chauds

Pragmatisme

Par Fouzia Mahmoudi

Siles difficultés économiques de nombreux pays européens sont au centre des préoccupations de l'UE aujourd'hui de plus en plus de ressources sont consacrées à la mise en place de moyens pour gérer le mieux possible l'afflux grandissant des migrants, qui sont des milliers à accoster chaque mois le vieux continent. Le Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, a estimé il y a peu à Berlin que la crise migratoire actuelle était le plus grand défi pour l'Europe pour les années à venir. Ce que nous vivons là, c'est le plus grand défi pour l'Europe pour les années à venir. Nous devons trouver une réponse face à ce grand défi, a insisté le dirigeant conservateur lors d'une conférence de presse avec son homologue, Angela Merkel. L'Espagne a connu à ses frontières des tragédies similaires à celles qui se déroulent actuellement ailleurs, de d'autres frontières de l'Union européenne, a-t-il rappelé. La chancelière allemande a pour sa part souligné que si son pays acceptait les Syriens en nombre sans les renvoyer vers le pays européen dans lequel ils sont arrivés c'est qu'ils ont de grandes chances d'obtenir le statut de réfugiés. «Ce n'est pas une surprise et ça devrait être en fait la même chose dans tous les pays européens», a-t-elle ajouté, alors que son pays prévoit d'accueillir en 2015 800 000 candidats à l'asile, plus que tout autre pays européen. Les deux dirigeants conservateurs ont insisté aussi sur la nécessité d'une politique migratoire et d'asile commune aux pays de l'UE avec la mise en place notamment d'une répartition équitable des candidats à l'asile, l'ouverture de centres devant faire le tri aux frontières européennes entre migrants économiques et réfugiés, notamment en Italie et en Grèce. «La position espagnole sera constructive (lors de la prochaine réunion des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice). L'Europe a besoin d'accords, de solidarité», a dit Rajoy, tout en accusant la Commission européenne, Rome et Athènes de ne pas en faire assez. «Nous devons maintenant travailler à réussir la mise en place d'une politique d'asile commune (...) et non pas nous accuser les uns les autres, nous devons changer les choses», a pour sa part jugé Merkel. Reste à savoir toutefois, comment les pays de l'Union européenne feront pour surmonter leurs divergences dans leur politique face à l'afflux de migrants. Les pays de l'Est ont pour leur part très tôt signifié leur refus d'accueil de tous quotas et semblent bel et bien décidés à se débarrasser de tous les migrants qu'ils arrêteront sur leur sol. La Hongrie ayant aujourd'hui la position la plus dure sur la question. Des sanctions pourraient même être décidées par Bruxelles pour «punir» l'attitude anti-migrants de Budapest, ce qui aurait certainement pour conséquences de rendre les relations entre les pays de l'Ouest et de l'Est encore plus difficile et de creuser un véritable schisme entre les deux blocs. Reste à savoir si Berlin notamment privilégiera le dialogue ou si Merkel en présidente non-élue de l'UE décidera que la Hongrie et les pays qui suivent l'exemple doivent être sanctionnés ou pas.

F. M.

Bosnie

Un attentat islamiste déjoué de peu à Sarajevo

Un groupe d'islamistes arrêtés récemment planifiait de perpétrer une attaque à Sarajevo, selon un procureur bosnien chargé du terrorisme. Les terroristes avaient prévu de passer à l'acte à l'occasion des fêtes de fin d'année et de tuer «une centaine de personnes», a rapporté hier une chaîne de télévision publique. Onze membres présumés de la mouvance islamiste, dont des prédicateurs radicaux, ont été arrêtés mardi en plusieurs endroits à Sarajevo lors d'une opération de police. Un tribunal de Sarajevo a ordonné vendredi la mise en détention pendant 30 jours de huit de ces onze suspects, a rapporté la chaîne RTRS. Le procureur Dubravko Campara, cité par la chaîne, a déclaré lors d'une audition devant ce tribunal que ce groupe entendait perpétrer «un acte terroriste pendant les fêtes de fin d'année».

«Ils menaçaient de perpétrer une attaque à l'explosif dans laquelle une centaine de personnes seraient tuées», a déclaré Dubravko Campara, cité par la RTRS. Les avocats des suspects ont affirmé pour leur part que ces accusations du parquet étaient une «simple farce» et que leurs clients «n'avaient fait que pratiquer leur religion». Les suspects se rassemblaient, selon le parquet, dans un lieu de prière

de la banlieue de Sarajevo, installé dans une maison qu'ils louaient. Après leur arrestation, le parquet avait diffusé à la presse une photo prise dans ce lieu de prière montrant un panneau sur lequel était imprimé le drapeau du groupe État islamique.

Aucun explosif n'a été trouvé dans l'opération, a toutefois précisé le procureur. Le jour de l'opération, le parquet avait indiqué que «des preuves matérielles sur des liens avec des structures du groupe État islamique ont été saisies».

L'opération s'est déroulée dans plusieurs quartiers de Sarajevo, notamment à Rajlovac où deux militaires bosniens ont été tués en novembre dans une attaque à l'arme automatique perpétrée par un islamiste qui s'est ensuite suicidé. Peuplée de 3,8 millions d'habitants, la Bosnie compte environ 40 % de musulmans qui, dans leur écrasante majorité, suivent un islam modéré. Le reste de la population est formée notamment de chrétiens, orthodoxes et catholiques.

Australie

Les feux de forêt détruisent plus de cent maisons

DES FEUX de forêt ont détruit plus de cent habitations dans le sud de l'Australie le jour de Noël, mais n'ont pas fait de victime, ont annoncé des sources officielles hier. Quelque 500 pompiers ont été mobilisés pour combattre le sinistre. Les incendies ont touché deux villes situées au sud-ouest de Melbourne, Wye River et Separation Creek. Beaucoup des 116 habitations touchées seraient des maisons de vacances. Dans une conférence de presse hier, le Premier ministre de l'Etat de Victoria, Daniel Andrews, s'est félicité du fait que les incendies n'ont pas fait de victimes. «Nous pouvons reconstruire les maisons, bien sûr. Les choses auraient pu être pires», a-t-il assuré. En 2009, les incendies avaient fait 173 morts et détruit des milliers d'habitations. L'incendie près de la ville côtière de Lorne a été provoqué par la foudre le 19 décembre, mais il a été alimenté vendredi par la chaleur et les vents violents. Selon les autorités locales, la pluie et un temps plus froid ont réduit l'intensité des incendies.

Les incendies de bush, un mélange de forêts et de broussailles, sont fréquents en Australie pendant l'été austral. Les feux de forêt ont fait sept morts cette année.



Exposition au centre culturel Mustapha-Kateb

Des jeunes artisans déclinent leurs talents

■ L'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger invite le public à visiter une exposition d'artisanat qu'elle organise au centre culturel Mustapha-Kateb à Alger-Centre. Cette exposition qui se poursuit jusqu'à la fin du mois courant est une occasion pour découvrir la créativité de nos jeunes artisans ainsi que se procurer des cadeaux de fin d'année pour les proches.

Par Abia Selles

Le hall du centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger-Centre est garni depuis le début des vacances scolaires avec des œuvres artistiques de notre patrimoine matériel. Cette exposition qui se poursuit jusqu'à la fin du mois courant est une occasion de découvrir la créativité de jeunes artisans dans les différentes disciplines.

En effet, des œuvres de poterie, de dinanderie, de peinture sur bois, des bijoux traditionnels et modernes ainsi que des gâteaux sont exposées aux visiteurs. Avec une grande finition et créativité, les œuvres exposées gardent leur authenticité tout en présentant une touche moderne. Cette exposition est un espace

ouvert aux jeunes talents comme c'est le cas de Farida, une jeune artisanne qui fait de très beaux objets avec de la poterie. «J'ai suivi une formation en poterie et en dessin afin de pouvoir faire des œuvres artistiques qui peuvent être utilisées dans le quotidien comme elles peuvent être utilisées pour la décoration d'intérieur. Je fais aussi des recherches pour pouvoir faire des choses nouvelles», nous a-t-elle déclaré.

Organisée par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger, cette exposition a réussi depuis les premiers jours à attirer un public nombreux. Il y a ceux qui rendent visite à cette exposition par curiosité et d'autres sont des clients fidèles.

«On est passé par hasard et ce sont les œuvres en céramique



Ph. D.R.

qui ont attiré mon attention», déclare une dame soulignant que «les objets exposés sont de grande valeur culturelle mais ce qui m'a plu de plus est qu'ils sont réalisés par de jeunes artisans».

Quant à Sihem, jeune étudiante universitaire, elle affirme qu'elle aime tout ce qui a un rapport avec l'artisanat et les œuvres rares et c'est pour cette raison qu'elle rend visite à toutes les expositions de ce genre. «Je fais une collection de dinanderie d'art alors, je rends visite à toutes les expositions organisées dans cet établissement». A propos des prix, les avis des visiteurs

varient d'une personne à l'autre. «La plupart des œuvres qui m'ont plu sont onéreuses. Des vases en céramique sont vendues à pas moins de 4 000 DA et des veilleuses en dinanderie à pas moins de 3 500 DA.

C'est vrai qu'ils sont de grande valeur mais c'est quand même cher pour moi», témoigne une dame. Par contre, Asma trouve que les prix des bijoux en argent sont raisonnables. «J'ai acheté un collier à 2 800 DA et je trouve son prix très abordable», déclare-t-elle.

A.S.

«Journées théâtrales individuelles» à Oran

Une vingtaine d'œuvres proposées aux visiteurs

Les «journées théâtrales individuelles», ouvertes vendredi, proposent 22 œuvres à découvrir, a-t-on appris mercredi auprès de l'association «El Amei», initiatrice de cette manifestation culturelle.

Les représentations sous forme de one man show et monologue sont données par des artistes professionnels et amateurs abordant, dans un style comique, des thèmes

sociaux, a-t-on indiqué. Ces spectacles, coïncidant avec les vacances scolaires d'hiver, s'étaleront jusqu'au 28 décembre à la salle de cinéma Saâda et au Petit théâtre, au siège de l'association précitée.

Les représentations sont programmées à travers d'autres wilayas dont Mostaganem, Mascara, Tiaret, Ain Témouchent et Sidi Bel-Abbès, selon la même source.

Parmi les one man show proposés, l'artiste Wahid présentera «Ana Cheb», Hicham «Les Algériens», Nadjet «El Khettab» et Mohamed Mihoubi «Stop».

Selon la même source, cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'activation du mouvement culturel à Oran, notamment en pareille période des vacances.

D.R.

Constantine capitale de la culture arabe

Wasanbom offre au public une balade exotique

Le groupe de musique traditionnelle japonaise Wasanbom a offert, jeudi soir au public constantinois, une balade exotique au pays du Soleil levant.

Trois virtuoses japonais en kimono, Hibiki Tôen au wadaiko (tambour), Yamamoto Dai au shamisen de Tsugaru (instrument à cordes) et Obama Akihito au Shakuhachi (flûte) ont donné un aperçu de la culture musicale nipponne devant une salle conquise où avait également pris place l'ambassadeur

du Japon à Alger, Masaya Fujiwara.

Hibiki Tôen, maniant les baguettes avec une étonnante agilité, faisait sortir de son tambour des sons changeants, aux intonations tantôt japonaises, tantôt africaines, arrachant des flots d'ovations.

En trio et en solo, les musiciens lancent «Jamgara» puis «Kai», faisant jaillir une musique qui a pour effet de transporter le public hors du temps.

Par moments, le son de la flûte crée une atmosphère de

tristesse et de mélancolie, avant que le tambour n'entre en jeu pour balayer la «grisaille» d'un coup de baguette et laisser place à la joie.

Le public de la salle Ahmed-Bey, déjà sous le charme, apprécie ensuite toute l'élégance des Wasanbom lorsqu'ils interprètent une chanson culte du patrimoine Aissoua, «Ya Chadli ya Bellahcene».

A la fin du spectacle, l'ambassadeur du Japon à Alger déclare à la presse que la tenue de tels spectacles contribue à «fortifier

la passerelle culturelle entre Alger et Tokyo», avant d'émettre le souhait de voir les échanges culturels entre les deux pays «s'intensifier».

Organisée par l'Office national de la communication et l'information (ONCI), la soirée japonaise est inscrite dans le cadre d'une semaine culturelle de ce pays mise sur pied au titre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe».

F.H.

Le casse du siècle

Ryan Gosling et Steve Carell dans un extrait de «The big short»

«The big short», le casse du siècle sort en salles ce mercredi. Il y a deux semaines, on a appris que «The big short», le casse du siècle avait reçu quatre nominations pour les prochains Golden Globe: meilleur scénario, meilleure comédie et meilleur acteur pour

Christian Bale et Steve Carell. Profitant de l'aveuglement généralisé des grosses banques, des medias et du gouvernement, quatre outsiders anticipent l'explosion de la bulle financière et mettent au point... le casse du siècle!

Michael Burry (Christian Bale), Mark Baum (Steve Carell), Jared Vennett (Ryan Gosling) et Ben Rickert (Brad Pitt): des personnages visionnaires et hors du commun qui vont parier contre les banques et tenter de rafler la mise.

M.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn Zeydoun
Jusqu'au 27 décembre:
Projection du long-métrage
Paper tawns

Institut Culturel Italien d'Alger
Jusqu'au 31 décembre:
Exposition de peintures «Un
Chant de couleurs» de l'artiste
Ahmed Mebarki.

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel
(El Hamma, Alger)
Jusqu'au 31 décembre:
Exposition-vente de peinture et
de photographie «Du soleil à la
lune», avec Nourredine
Chegrane, Farid Benyaâ,
Valentina Ghanem, Ferrante
Ferranti, etc. les bénéfices
seront utilisés pour acheter du
matériel spécial aux enfants de
la Lune souffrant du xeroderma
pigmentosum et qui ne peuvent
supporter le moindre rayon de
soleil.

Librairie la renaissance
Jusqu'au 3 janvier 2016:
Foire du livre, tous les jours de
6h à 21h

Maison de la culture
Mohamed-Seradj de Skikda:
Jusqu'au 5 janvier 2016:
13e Salon national du livre
Théâtre régional de Batna
Jusqu'au 31 décembre:

Septième Festival culturel national du théâtre d'expression amazighe à Batna

Galerie des ateliers
Bouffée d'art

Jusqu'au 14 janvier 2016:
Exposition collective de peinture,
par les artistes Yacine
Belferd, Nouredine Chegrane et
Ahmed Stambouli.

Galerie d'arts Sirius
Jusqu'au 31 janvier 2016:

Exposition de peinture
«Sirocco» de l'artiste Valentina
Ghanem Pavlovskaya.
Musée national d'art moderne
et contemporain d'Alger
(Rue Larbi-Ben M'hidi,
Alger-Centre)

Jusqu'au 11 février 2016:
Septième Festival international
de l'art contemporain (Fiac).

Avec la participation de
Clémentine Carsberg (France),
Patrick Altes (France), Patrick
Maïssa (France), Francisco
Javier Ruiz Carrasco
(Espagne), Yannis Stefanakis
(Grèce), Paul Alden
Mvoutoukoulou
(Congo), Gastineau Massamba
Mbongo (Congo), les artistes
algériens Fatima Bouziane,
Slimane Ould Mohand,
Mohamed Skander

Coup-franc direct

L'argent ne fait pas toujours le bonheur

Par Mahfoud M.

Deux clubs pourtant bien nantis financièrement sont dans une situation difficile eu égard à leurs résultats. En effet, ils sont pourtant pris en charge par l'entreprise la plus florissante du pays, à savoir l'entreprise nationale des hydrocarbures qui a injecté de grosses sommes dans les caisses de ces deux formations. Pour autant, ces clubs ne se trouvent pas vraiment dans une situation rassurante, avec d'abord une formation qui joue le maintien et occupant une place que personne ne lui envie. L'autre équipe, même si elle est dans le peloton, n'arrive quand même pas à rassurer les supporters qui, eux, souhaitent que leurs favoris jouent au football et se donnent à fond sur le terrain ce qui n'a pas été le cas lors du dernier match joué à home. Certains pensent que c'est plutôt un problème d'hommes et de dirigeants vu que l'actionnaire majoritaire n'a pas fait le bon choix quant aux éléments appelés à diriger ces clubs, surtout qu'ils ne sont pas tous issus de l'environnement direct du club, à savoir d'anciens dirigeants et joueurs qui auraient fait les beaux jours de ces deux formations.

M. M.

CS Constantine

Le nouveau DG se montre rassurant

LE NOUVEAU directeur général (DG) du CS Constantine, Saïd Hamiti, a profité de sa première réunion avec les joueurs en marge de la séance d'entraînement de vendredi pour les rassurer au sujet de leurs salaires impayés et les exhorter à redoubler d'efforts pour sortir l'équipe de la zone rouge en championnat de Ligue 1 algérienne. Le club a indiqué que cette réunion, à laquelle assistait le nouveau manager général, l'ancien joueur Mohamed Amroun, a été également une occasion pour le nouveau responsable du CSC d'afficher son soutien aux joueurs, leur signifiant qu'il leur faisait «entière confiance» dans l'optique de sortir de cette conjonc-

ture difficile qu'ils traversent. Hamiti a été désigné jeudi par Tassili Airlines, actionnaire majoritaire de la formation phare de la ville de Cirta, aux commandes administratives en remplacement d'Abdelhamid Harkati. Ce dernier n'est finalement resté en poste que l'espace de deux semaines. Il a été démis de ses fonctions mercredi dernier. Le CSC, éliminé vendredi passé des 32^e de finale de la Coupe d'Algérie, occupe la peu reluisante 14^e place au classement du championnat et est ainsi menacé de relégation. Depuis qu'il a été racheté par Tassili, ce club a connu des changements fréquents au niveau de ses commandes administratives.

MC Alger

Le président Betrouni évoque sa démission

LE PRÉSIDENT du MC Alger, Achour Betrouni, a évoqué vendredi son départ de son poste au lendemain des incidents qui se sont produits à l'entraînement de son équipe et causés par des supporters en colère contre leur entraîneur et leurs joueurs, a appris l'APS auprès du conseil d'administration du club de Ligue 1 algérienne de football. Betrouni, qui a pris les commandes de la formation de la capitale depuis deux mois en remplacement d'Abdelkrim Raisi, songe sérieusement à remettre «dès aujourd'hui» sa démission aux responsables de la Sonatrach, l'actionnaire majoritaire du «Mouloudia», précise la même source. Des dizaines de fans du MCA se sont déplacés jeudi après-midi au complexe olympique Mohamed-Boudiaf où se déroulait une séance d'entraînement de leur équipe pour protester contre les joueurs et le staff technique après le nul (0-0) ayant sanctionné les débats lors du derby face à l'USM Alger mardi au stade du 5-Juillet en mise à jour de la 11^e journée. Les protestataires ont réclamé tout simplement le départ de l'entraîneur Meziane Ighil et certains joueurs, avant que la situation ne dégénère entre les deux parties, nécessitant l'intervention du service de sécurité pour rétablir le calme et poursuivre cette séance de travail.

Turquie

Fenerbahce prêt à mettre 10 millions d'euros pour Feghouli

LE CLUB turc de Fenerbahce serait disposé à mettre 10 millions d'euros sur la table pour s'attacher les services du milieu international algérien du FC Valence (Liga espagnole) Sofiane Feghouli, dont le contrat expire en juin, rapporte vendredi le site spécialisé italien Tutto mercato. convoité également avec insistance par la formation italienne de l'Inter Milan, Feghouli (26 ans) n'a toujours pas trouvé un accord avec sa direction sur une éventuelle prolongation de son contrat, lui qui réclame une revalorisation salariale, précise la même source. Les Turcs veulent ainsi barrer la

route aux Italiens dans le transfert de Feghouli qui avait déjà été approché par le club d'Istanbul durant l'intersaison. Le meneur de jeu algérien, à Valence depuis 2010, négocie depuis un bon bout de temps avec la direction de son club pour une prolongation de son bail, mais les deux parties n'ont pas encore trouvé un terrain d'entente sur le plan financier. Une situation qui devrait aboutir à un départ de Feghouli en juin prochain. Blessé au pied droit depuis plusieurs semaines, Feghouli a dû rater les six dernières sorties du FC Valence, toutes compétitions confondues.

Ligue 1 Mobilis (15^e journée) Le MO Béjaïa remonte sur le podium

■ Le MO Béjaïa, large vainqueur du NA Hussein-dey (3-1) vendredi en ouverture de la 15^e et dernière journée de Ligue 1 professionnelle de football, a rejoint provisoirement le trio CR Belouizdad, MC Alger et l'USM El Harrach à la troisième place avec 23 points.



Par Mahfoud M.

M enés au score sur un but de Herida (12'), les hommes de Abdelkader Amrani ont renversé les «Sang et Or» grâce notamment à un doublé de Lakhdari (13',57) et un penalty de N'doye (71'). Avec cette victoire, le MO Béjaïa réalise une bonne opération et monte provisoirement sur la troisième marche du podium en compagnie de l'USMH, le MCA et le CRB. C'est une belle remontée pour les Bougiotes qui avaient eu de grandes difficultés en début de

saison et avaient lâché de nombreux points dans les matchs joués à domicile. Il faut dire que le retour du coach Abdelkader Amrani a été pour beaucoup dans ce réveil des gars de la ville des Hammadites. L'USM El Harrach a obtenu de son côté un précieux nul en déplacement contre le RC Relizane (1-1). Khelfallah a ouvert la marque pour les Harrachis dès la 4^e minute mais les locaux ont égalisé par Tiaiba (22'). Les protégés de Boualem Charef ont raté un penalty à la 32^e par Ait Ouamar. Les banlieusards réalisent quand même une belle opé-

ration étant donné qu'ils évitent une défaite qui aurait eu de lourdes conséquences sur le groupe surtout après la brouille entre le coach Charef et le président Mana. Dans le troisième match de la 15^e journée, la JS Saoura a disposé facilement de l'ASM Oran (4-0). Des buts de Djallit (8'), Zaidi (11'), Sebai (19') et Belkheir (72') ont scellé le sort de la rencontre. Grâce à cette large victoire, la JS Saoura rejoint le NA Hussein-Dey à la septième place avec 19 points, tandis que l'ASMO reste scotchée à la 15^e et avant-dernière place avec 13 points.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (15^e journée) L'USMBA championne d'hiver

L'JO Médéa, vainqueur du MC El Eulma (2-1) vendredi, a pris provisoirement la troisième place du classement à trois longueurs du leader l'USM Bel-Abbès, sacrée championne de la phase aller après le nul obtenu à Batna face au CAB (0-0) jeudi, en ouverture de la 15^e journée du championnat d'Algérie de Ligue 2 Mobilis de football. L'affiche phare de cette ultime journée de la phase aller entre l'USMBA et son poursuivant direct le CAB, disputée sur la pelouse du stade Sefouhi qui a ouvert à cette occasion ses portes après des travaux de réhabilitation, n'a pas tenu ses promesses. Un score de parité qui fait les affaires des coéquipiers de Djedati, lesquels conservent leur première place et remportent aussi le titre honorifique de champion d'hiver. En revanche, le CAB de Rachid Bouarata a laissé filer une excellente occasion de reprendre le fauteuil de leader, perdu lors de la journée précédente. La bonne opération de la journée est réalisée par l'O.Médéa qui s'empare provisoirement de la troisième place à la faveur de son succès contre le MC El Eulma (2-1) dans l'autre choc de la 15^e journée. Cueillie par un but de Brahmia à la demi-heure de jeu, l'USMBA a renversé son adversaire grâce à deux réalisations de Belguerfi (39') et Banouh (63'). La JSM Béjaïa, qui devait accueillir l'US Chaouia hier, pourrait reprendre la troisième place du podium en

cas de succès des hommes de Saïd Hamouche. De son côté, l'ASO Chlef a renoué avec la victoire en dominant la JSM Skikda (2-0) sur deux réalisations de Youcef Khodja et Kara. Avec ce succès, les Lions de Chelif se hissent à la quatrième place en compagnie de la JSMB (23 pts). Dans le bas du classement, le CRB Ain Fekroun s'est donné un peu d'air après sa victoire en déplacement contre l'AS Khroub (2-3) grâce notamment à un troisième but de Boukharri à l'ultime minute de la partie. Le CRBAF rejoint ainsi son adversaire du jour et l'US Chaouia à la 12^e place, tandis que les affaires du MC Saïda (15') et l'USMM Hadjout (16') se compliquent davantage après la défaite à domicile du premier face à l'A Boussaada (0-1) et le nul du second en déplacement contre l'OM Arzew (1-1).

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

CAB- USMBA	0-0
ASO -JMS	2-0
ASK-CRBAF	2-3
MCS-ABS	0-1
OM- MCEE	2-1
OMA-USMMH	1-1

	Pts	J
1). USMBA	28	15
2). CA Batna	26	15
3). O. Médéa	25	15
4). JSM Béjaïa	23	14
—). ASO Chlef	23	15
6). MC El Eulma	21	15
7). Paradou AC	20	14
—). A Boussaada	20	15
9). JSM Skikda	19	15
—). CABB Arréridj	19	14
11). OM Arzew	17	15
12). US Chaouia	16	14
—). AS Khroub	16	15
—). CRBAF	16	15
15). MC Saïda	14	15
16). USMMH	11	15

Handball/Stage de l'EN en Serbie (Belgrade) du 20 au 31 décembre 2015 La sélection bat l'Etoile rouge de Belgrade

L'EN DE HANDBALL s'est imposée avant-hier soir face à la formation de l'Etoile rouge de Belgrade sur le score de 43 à 21. Lors de cette rencontre disputée devant une formation très athlétique, le coach a fait tourner son effectif pour permettre à tous les joueurs d'avoir un temps de jeu et les superviser. Aussi, chaque joueur algérien s'est donné à fond pour postuler à une place dans la liste officielle. Hier matin (samedi 26) à 06h45, la délégation algérienne devait rallier par avion la ville de Podgorica au Monténégro pour jouer deux rencontres internationales amicales face à celle de Monténégro (aujourd'hui dimanche 27 et demain lundi 28 décembre). Le retour vers Belgrade aura lieu après le 2^e match. Le retour vers Alger est fixé pour le jeudi 31 décembre et l'arrivée à l'aéroport «Houari-Boumediène» est prévue à 23h55.

R.S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi-Ouzou

Deux dangereux terroristes neutralisés

DEUX DANGEREUX terroristes impliqués dans plusieurs actes criminels ont été neutralisés vendredi après-midi, lors d'une embuscade tendue par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) près d'Azeffoun (Tizi-Ouzou), indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace des informations, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tizi-Ouzou (1^{re} Région militaire) a neutralisé, aujourd'hui 25 décembre 2015 à 15h00, lors d'une embuscade près de la daïra d'Azeffoun, deux dangereux terroristes activant au sein des groupes terroristes depuis 1994», rapporte le communiqué. «Il s'agit des dénommés Z. Rachid et B. Samir qui ont commis plusieurs actes criminels dans la région», précise la même source. L'opération a permis de «récupérer deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une paire de jumelles, une quantité de munitions, des téléphones portables et d'autres objets», ajoute-t-on.

Saisie de 13,5 tonnes de denrées alimentaires dans l'extrême sud du pays

Treize tonnes et demie de denrées alimentaires ont été saisies vendredi par deux détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et de Bordj Badji Mokhtar, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, deux détachements de l'ANP relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et de Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire) ont saisi le 25 décembre 2015, un camion 13,5 tonnes de denrées alimentaires, 3 600 litres de carburant et deux détecteurs de métaux», a précisé le communiqué. Au niveau de «la 4^e Région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale d'El-Oued ont appréhendé deux contrebandiers, saisi un camion et 30 quintaux de tabac», a ajouté la même source. Par ailleurs, «dans le cadre de lutte contre l'émigration clandestine, des éléments des gardes-côtes d'Annaba (5^e Région militaire) ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de treize personnes, à bord d'une embarcation à l'est de Ras El-Hamra à Annaba», conclut le communiqué.

Slim N./APS

Accidents de la route

12 morts et 33 blessés au cours des dernières 48 heures



DOUZE personnes ont été tuées et 33 autres blessées dans des accidents de la route survenus entre les 24 et 26 décembre, au niveau national, a indiqué hier un bilan de la direction générale de la Protection civile. Le bilan le «plus lourd» a été enregistré dans la wilaya de Guelma où 3 personnes ont été tuées et 2 autres blessées dans une collision entre deux véhicules légers, survenue dans la commune de Boucheouf, a précisé la même source. Les éléments de la Protection civile sont, par

ailleurs, intervenus pour éteindre des incendies urbains et industriels dans les wilayas d'Alger, Tizi Ouzou ainsi qu'à Médéa qui a enregistré le sinistre le plus important ayant causé le décès de 2 personnes carbonisées par l'ampleur du feu. Des soins ont été, par ailleurs, prodigués à huit personnes, dont trois à Batna, trois à Sétif et deux à Constantine, incommodes par du monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage.

O. N.

CE QUI ATTEND LES ALGÉRIENS EN 2016

2015



Loumis

2016



Djalou@hotmail.com

Après plusieurs reports

Réouverture aujourd'hui du procès de Sonatrach 1

■ Reportée à deux reprises en mars et juin derniers pour plusieurs motifs, dont celui d'absence de témoins, l'affaire dite «Sonatrach 1» sera jugée aujourd'hui devant le tribunal criminel d'Alger, selon le rôle complémentaire de la deuxième session criminelle 2015.

Par Meriem Benchaouia

L'affaire a défrayé la chronique en raison de la qualité des prévenus. Ce ne sont pas moins de 19 personnes impliquées, dont des ex-hauts responsables du groupe Sonatrach et de sociétés étrangères, pour des faits liés à la «corruption». Parmi les accusés, figurent l'ex-président directeur général (P-DG) du groupe national, Mohamed Meziane, et le patron du groupe allemand Contel Algérie Funkwerk Pletarc, El Smail Mohamed Réda, ainsi que huit directeurs exécutifs de Sonatrach dont Amar Zenasni, responsable du transport par pipeline, et le directeur des activités d'amont, Belkacem Boumediène. Sur la liste des

accusés figurent également 4 entreprises étrangères ayant bénéficié «frauduleusement» de marchés publics, au préjudice de Sonatrach. Parmi les chefs d'accusation retenus contre les accusés dont 7 en détention, figurent «association de malfaiteurs», «passation de marchés en violation de la législation et des règlements en vigueur», «octroi d'avantages injustifiés à autrui», «augmentation de prix dans des contrats avec une entreprise publique», «détournement de deniers publics» et «blanchiment d'argent et corruption». Selon l'arrêt de renvoi, les faits concernent cinq marchés «frauduleux» d'une valeur de 1 100 milliards de centimes accordés par l'ex-P-DG de Sonatrach au groupe allemand

Contel Algérie Funkwerk Pletarc dans le cadre d'un projet d'acquisition d'équipements de télé-surveillance et de protection électronique des complexes du groupe national à travers le pays. Ces contrats ont été accordés dans le cadre du gré à gré en contrepartie d'actions acquises au profit des deux fils du patron de Sonatrach, Fawzi et Réda Méziane, dans le groupe Contel, selon la même source. Le groupe Contel Algérie Funkwerk Pletarc et son patron El Smail Djaafar Mohamed Réda, principal accusé dans cette affaire, a obtenu des privilèges injustifiés alors que ses offres étaient plus élevées que celles des autres soumissionnaires. Le groupe Sonatrach, selon l'arrêt de renvoi toujours, a conclu un marché jugé douteux avec Saipem Algeria (Italie) pour la réalisation du gazoduc liant l'Algérie à l'Italie (Sardaigne). L'enquête a révélé qu'un des fils de Mohamed Meziane travaillait comme conseiller, depuis 2006, auprès du patron de Saipem Algérie, Tullio Orsi. Ce dernier est poursuivi par le parquet de Milan dans le cadre d'une affaire de corruption impliquant le groupe pétrolier italien ENI dont Saipem est une filiale. Le marché, d'une valeur de 586 millions de dollars, a été sous-traité à une société française PIE CAPAG, par Saipem, sa rivale dans la consultation limitée ouverte par Sonatrach, fait ressortir l'arrêt de renvoi.

G. H.

M. B.

Cyclisme/ Grand Tour d'Algérie-2016

Le 31 décembre, dernier délai d'inscription

LA COMMISSION chargée de l'organisation de la 6^e édition du Grand Tour d'Algérie cycliste, prévue du 4 au 28 mars 2016, a rappelé aux équipes nationales et continentales que le délai d'inscription est fixé au 31 décembre, a appris l'APS auprès des organisateurs. «Passé le délai du 31 décembre à minuit, aucune demande ne sera prise en considération, sauf cas de force majeure», a indiqué Nord Sud Organisation (NSO), organisateur de l'événement. Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de

l'Union cycliste internationale (UCI), le Grand Tour d'Algérie est régi par les règlements de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) et ceux de l'UCI. Il est placé sous le contrôle d'un commissaire de course et d'un inspecteur antidopage. Le maillot orange du Grand Tour d'Algérie cycliste 2015 avait été remporté par le coureur algérien Hichem Chaâbane, contrôlé cependant positif à deux substances interdites et suspendu pour une durée de 18 mois.